

L'avenir de l'UA en discussion à Kigali

Deutsche Welle, 18.07.2016 Parmi les grands dossiers abordés lors de ce 27^eme sommet de l'Union africaine figure le conflit au Soudan du Sud. L'Élection du président de la Commission de l'UA a été reportée au prochain sommet en janvier. Nkosazana Dlamini-Zuma doit céder sa place à la tête de la Commission de l'Union africaine, mais les chefs d'Etat africains réunis à Kigali ne sont pas parvenus à lui désigner un successeur. À "Fumée noire au dessus du 27^eme sommet de l'UA. Aucun vainqueur n'émerge. Les Élections sont reportées au prochain sommet" a ainsi annoncé sur Twitter le porte-parole de la commission de l'UA, Jacob Enoch Eben.

Aucun des trois candidats en lice, Agapito Mba Mokuy (Guinée Équatoriale), Pelonomi Venson-Moitoi (Botswana) et Speciosa Wandira-Kazibwe (Ouganda), n'ont obtenu la majorité des deux tiers nécessaire lors du scrutin à huis clos. De nombreux États jugeaient que les trois candidats à la succession de la Sud-africaine Nkosazana Dlamini-Zuma "manquaient d'envergure". Les élections sont donc de nouveau ouvertes en vue du prochain sommet de l'UA, qui aura lieu en janvier à Addis Abeba, siège de l'Union africaine. Parmi les noms qui circulent, on trouve le Sénégalais Abdoulaye Bathily, représentant spécial de l'ONU pour l'Afrique centrale, l'ancien président tanzanien Jakaya Kikwete, ou encore Carlos Lopez, secrétaire exécutif de la Commission Économique de l'ONU pour l'Afrique. D'ici là, c'est Nkosazana Dlamini-Zuma ou son vice-président Erastus Mwencha qui devrait assurer l'intérim jusqu'à l'élection d'une nouvelle Commission. Une force d'intervention pour le Soudan du Sud Les récents affrontements entre les forces loyales au président Salva Kiir et celles de son vice-président Riek Machar ont également été au centre des discussions de Kigali. Une situation qualifiée de "totalement inacceptable" par la présidente sortante de la Commission. Les pays de l'organisation régionale des pays d'Afrique de l'Est (Igad) s'étaient réunis samedi soir avant le sommet. Ils ont demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'autoriser "le déploiement d'une force régionale de protection", bâtonnant d'un "mandat clair". Selon un communiqué de l'Igad, cette force aurait pour objectif de "séparer les parties en conflit (...), protéger les populations civiles et pacifier Juba", la capitale sud-soudanaise, dans le cadre d'un renforcement de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (Minuss). L'Igad a également réclamé l'ouverture d'une "enquête immédiate" pour déterminer les responsabilités dans le déclenchement de violences qui ont frappé Juba du 8 au 11 juillet. La crise au Burundi devrait occuper une partie des débats ce lundi, malgré l'absence des principaux intéressés. La délégation burundaise a en effet quitté sans explication les réunions préparatoires qui se tenaient en amont à Kigali. Depuis leur dernier sommet en janvier, les dirigeants de l'UA avaient renoncé à envoyer dans le pays une force d'interposition de 5.000 hommes. Cette fois ils pourraient prendre des sanctions contre le gouvernement du président Pierre Nkurunziza, qui refuse toujours de négocier avec l'opposition dans le cadre du dialogue interburundais. Le Maroc revient dans le giron de l'UA Après plus de 30 ans d'absence, le Maroc a par ailleurs annoncé son intention de réintégrer l'Union africaine. Dans un message adressé au sommet, le roi Mohammed VI a annoncé dimanche que le moment était "arrivé" pour que le Maroc retrouve sa "place naturelle" au sein de l'Union africaine, qu'il avait quittée en 1984 pour protester contre l'admission de la République arabe sahraouie démocratique, proclamée par le Front Polisario. Financement de l'UA Côté finances, les dirigeants africains ont adopté dimanche le principe d'une taxe sur les importations pour financer l'organisation panafricaine et réduire sa dépendance vis-à-vis des pays donateurs. Cette nouvelle taxe de 0,2% doit s'appliquer à toutes les importations des 54 États membres de l'UA, à l'exclusion de certains biens de première nécessité qui restent à déterminer. Actuellement, le budget de l'organisation dépend pour l'essentiel d'aides extérieures. Pour Claver Gatete, ministre des Finances du Rwanda, les sanctions contre des pays comme le Soudan ne devraient pas les empêcher de payer leurs cotisations à l'organisation: "Le Soudan est un des pays membres de l'Union africaine, et une fois que vous êtes membre, vous êtes lié par des règles, qui n'ont rien à voir avec les sanctions parce que vous avez une économie, et vous percevez des impôts, et vous restez membre de l'organisation." L'Union africaine a aussi lancé à Kigali un "passeport africain" symbolique. Il devra permettre à terme à tous les Africains de circuler librement sur l'ensemble du continent d'ici à 2020.